

1<sup>er</sup> janvier 2010 : naissance de La CREA.  
Avec près de 500 000 habitants, elle regroupe les  
communautés d'agglomération de Rouen et d'Elbeuf  
et les communautés de communes Le Trait-Yainville  
et Seine-Austreberthe. Davantage d'informations  
sur [www.la-crea.fr](http://www.la-crea.fr).



# **RÈGLEMENT DE SERVICE ASSAINISSEMENT COLLECTIF**

**14 DÉCEMBRE 2009**

[www.la-crea.fr](http://www.la-crea.fr)

# SOMMAIRE

## CHAPITRE I DISPOSITIONS GÉNÉRALES

- Art 1 Objet du règlement
- Art 2 Exploitation du réseau public d'assainissement
- Art 3 Prescriptions générales
- Art 4 Catégorie d'eaux admises au déversement
  - Art 4.1 Réseau en système séparatif
  - Art 4.1.1 Déversement dans le réseau d'eaux usées
  - Art 4.1.2 Déversement dans le réseau pluvial
- Art 4.2 Réseau en système unitaire
- Art 5 Définition du branchement
- Art 6 Modalités générales d'établissement du branchement
- Art 7 Déversements interdits

## CHAPITRE II LES EAUX DOMESTIQUES

- Art 8 Définition des eaux usées domestiques
- Art 9 Caractère obligatoire du raccordement
- Art 10 Demande de raccordement
- Art 11 Réalisation des branchements
- Art 12 Caractéristiques techniques des branchements
- Art 13 Nombre de branchements par immeuble
- Art 14 Remboursement des frais d'établissement du branchement
- Art 15 Recouvrement des frais d'établissement du branchement
- Art 16 Surveillance, entretien, réparation, renouvellement des branchements situés sous le domaine public
- Art 17 Conditions de suppression des branchements
- Art 18 Redevance d'assainissement
- Art 19 Participation pour raccordement à l'égout dûe par les propriétaires des immeubles neufs ou rénovés (économie de fosse)
  - Art 19.1 Principe
  - Art 19.2 Date de référence du calcul de la participation
  - Art 19.3 Mode de calcul de la participation
  - Art 19.4 Recouvrement des participations

## CHAPITRE III LES EAUX PLUVIALES

- Art 20 Définition des eaux pluviales
- Art 21 Séparation des eaux pluviales
- Art 22 Mode de gestion des eaux pluviales
- Art 23 Raccordement au réseau public
- Art 24 Caractéristiques techniques

## CHAPITRE IV LES EAUX USÉES NON DOMESTIQUES

- Art 25 Définition des eaux usées non domestiques
- Art 26 Conditions de raccordement pour le rejet des eaux usées non domestiques
- Art 27 Demande de déversement des eaux usées non domestiques
- Art 28 Caractéristiques techniques du branchement
- Art 29 Conditions financières
- Art 29.1 Redevance applicable aux rejets d'eaux usées non domestiques
- Art 29.2 Recouvrement des frais d'établissement du branchement
- Art 29.3 Participation spéciale des usagers
- Art 30 Prélèvement et contrôle des eaux usées non domestiques
- Art 31 Obligation d'entretenir les installations de prétraitement
- Art 32 Obligation d'information
- Art 33 Autres prescriptions

## CHAPITRE V LES INSTALLATIONS SANITAIRES INTÉRIEURES

- Art 34 Dispositions générales sur les installations sanitaires intérieures
- Art 35 Raccordement entre domaine public et domaine privé
- Art 36 Suppression des anciennes installations, anciennes fosses, anciens cabinets d'aisance
- Art 37 Étanchéité des installations et protection contre le reflux des eaux
- Art 38 Pose de siphons
- Art 39 Broyeur d'éviers
- Art 40 Colonnes de chute d'eaux usées
- Art 41 Descente de gouttières
- Art 42 Indépendance du réseau intérieur des eaux
- Art 43 Conformité des installations intérieures

## CHAPITRE VI CONTRÔLE DES LOTISSEMENTS OU RÉSEAUX PRIVÉS

- Art 44 Dispositions générales
- Art 45 Contrôle des réseaux et installations
  - Art 45.1 Contrôles au stade du projet
  - Art 45.2 Contrôles pendant l'exécution des travaux
  - Art 45.3 Contrôles afin de procéder, le cas échéant, au transfert dans le domaine public
  - Art 45.4 Implantation des ouvrages

- Art 46 Composition des réseaux
- Art 47 Raccordement au réseau public
- Art 48 Participation des maîtres d'ouvrages privés
- Art 49 Raccordement des immeubles

## CHAPITRE VII CONTRÔLES, SANCTIONS ET MESURES DE SAUVEGARDE

- Art 50 Contrôle
- Art 51 Sanctions
- Art 52 Frais d'intervention
- Art 53 Règlement de l'assainissement non collectif
- Art 54 Date d'application
- Art 55 Modifications du règlement
- Art 56 Clauses d'exécution

## SCHÉMAS DES DIFFÉRENTS TYPES D'INSTALLATIONS

## PÉRIMÈTRE DE LA COMMUNAUTÉ DE L'AGGLOMÉRATION ROUENNAISE

## ANNEXE I REJETS D'EAUX NON DOMESTIQUES DÉFINIS AU CHAPITRE IV DU RÈGLEMENT D'ASSAINISSEMENT

## ANNEXE II REDEVANCE D'ASSAINISSEMENT DES ÉTABLISSEMENTS AYANT DES REJETS D'EAUX USÉES NON DOMESTIQUES RACCORDÉS AU RÉSEAU PUBLIC

## DEMANDE DE RACCORDEMENT AU RÉSEAU PUBLIC D'ASSAINISSEMENT

## DEMANDE DE DÉVERSEMENT DES EAUX USÉES NON DOMESTIQUES DANS LE RÉSEAU PUBLIC D'ASSAINISSEMENT

Le réseau public d'assainissement est composé de l'ensemble des réseaux et ouvrages d'assainissement propriétés ou mis à la disposition de la Communauté de l'Agglomération Rouennaise, par les communes membres (réseaux de collecte eaux usées et pluviales, stations de traitement). Le service de l'assainissement est géré par la Communauté de l'Agglomération Rouennaise - Norwich House - 14 bis avenue Pasteur - BP 589 - 76006 ROUEN Cedex 1. Le service assainissement collectif est exploité :

D'une part, par des sociétés, dans le cadre des droits et obligations qu'elles tiennent des marchés de prestation ou des contrats de délégations.

D'autre part, par la Direction de l'Assainissement de la Communauté de l'Agglomération Rouennaise, organisée en une régie dotée de l'autonomie financière. Chacune de ces entités est désignée sous le terme « exploitant ».

La « collectivité » désigne l'autorité publique compétente, organisatrice du service de l'assainissement. Dans ce cas, il s'agit de la Communauté de l'Agglomération.

« L'usager » désigne toute personne physique ou morale qui utilise le service de l'assainissement.

Conformément à ses statuts, la Communauté de l'Agglomération Rouennaise arrête les règlements du service d'assainissement collectif et non collectif.

## CHAPITRE I DISPOSITIONS GÉNÉRALES

### ARTICLE 1 OBJET DU RÈGLEMENT

L'objet du présent titre est de définir les conditions et modalités auxquelles est soumis le déversement des eaux dans le réseau d'assainissement. Ce règlement est applicable aux usagers des réseaux de collecte et des ouvrages d'épuration sur le territoire de la Communauté de l'Agglomération Rouennaise (cf. carte en annexe).

### ARTICLE 2 EXPLOITATION DU RÉSEAU PUBLIC D'ASSAINISSEMENT

Le réseau d'assainissement est exploité soit directement par la Direction de l'Assainissement, soit par des sociétés dans le cadre de contrats de délégations ou marchés de prestation.

### ARTICLE 3 PRESCRIPTIONS GÉNÉRALES

Les prescriptions du présent règlement ne font pas obstacle au respect de l'ensemble des réglementations en vigueur, notamment le Code de la Santé Publique et le Règlement Sanitaire Départemental et le Cahier des Clauses Techniques Générales, fascicule 70.

### ARTICLE 4 CATÉGORIES D'EAUX ADMISES AU DÉVERSEMENT

#### 4.1 RÉSEAU EN SYSTÈME SÉPARATIF

##### 4.1.1 Seules sont susceptibles d'être déversées dans le réseau d'eaux usées :

- les eaux usées domestiques, telles que définies à l'article 8 du présent règlement (eaux dites « ménagères » et eaux spécifiquement « vannes »),

- les eaux usées non domestiques ou considérées comme telles, définies à l'article 25 du présent règlement.

##### 4.1.2 Seules sont susceptibles d'être déversées dans le réseau pluvial :

- les eaux pluviales (telles que définies dans l'article 20) ;
- les eaux de refroidissement d'une température inférieure à 30° C (dans la mesure où leur qualité est similaire aux eaux pluviales) ;
- certaines eaux usées non domestiques prétraitées ou non mais dont la qualité est telle qu'il est inutile de les diriger vers un ouvrage d'épuration ;
- les eaux de surverse ou de vidanges de piscines, réservoirs d'eau potable ou eaux d'essais incendie non polluées ;
- les eaux d'arrosage ;
- les eaux de lavage des voies publiques et privées ;
- les eaux des jardins et des cours d'immeubles ;
- les eaux issues des pompes à chaleur (admissibles uniquement en réseau séparatif).

Les eaux issues des installations de lavage (véhicules) ne seront pas rejetées vers le réseau pluvial (même après décantation et séparation des hydrocarbures) mais vers le réseau d'eaux usées sauf dérogation donnée par l'exploitant.

Dans le cas de réseaux séparatifs, la collecte et l'évacuation des eaux pluviales sont assurées par les réseaux pluviaux, totalement distincts des réseaux d'eaux usées. Leurs destinations étant différentes, il est formellement interdit, à quelque niveau que ce soit, de mélanger les eaux usées et les eaux pluviales.

#### 4.2 RÉSEAU EN SYSTÈME UNITAIRE

Dans le réseau unitaire, peuvent être déversées les eaux admises dans le réseau d'eaux usées et le réseau pluvial. Dans tous les cas, il appartient au propriétaire de se renseigner auprès de l'exploitant sur la nature du système bordant sa propriété.

### ARTICLE 5 DÉFINITION DU BRANCHEMENT

Au sens du présent règlement, on entend par branchement, l'ensemble des ouvrages situés en domaine public (ou bien situés entre le collecteur principal et la boîte de branchement située sur la propriété privée en limite du domaine public, boîte de branchement incluse) et permettant le raccordement de l'usager au réseau public.

Il comprend, depuis la canalisation publique :

- un ouvrage permettant le raccordement au collecteur
- une canalisation sous le domaine public
- un ouvrage appelé « boîte de branchement » ou « citerneau » placé sous le domaine public de préférence et nécessaire au contrôle et à l'entretien du branchement.

Quel que soit le mode de premier établissement, le branchement est propriété communautaire. La canalisation de raccordement située en amont de la boîte de branchement, en partie privative, ainsi que le dispositif permettant le raccordement à l'immeuble ne font pas partie du branchement (cf. schémas des différents types d'installations en annexe).

Ces ouvrages sont traités au chapitre V. Le raccordement des réseaux privés collectifs est traité au chapitre VI.

### ARTICLE 6 MODALITÉS GÉNÉRALES D'ÉTABLISSEMENT DU BRANCHEMENT

L'exploitant fixe le nombre de branchements à installer par immeuble à raccorder et détermine en accord avec le propriétaire de la construction à raccorder, les conditions techniques d'établissement de ce branchement, au vu de la demande (voir articles 10, 23 et 27).

### ARTICLE 7 DÉVERSEMENTS INTERDITS

Outre les prescriptions visées au chapitre IV, quelle que soit la nature des eaux rejetées et quelle que soit la nature du réseau d'assainissement, il est formellement interdit de déverser :

- les effluents des fosses septiques, toutes eaux ou appareils équivalents fixes ou mobiles ;
- des liquides ou matières provenant des opérations d'entretien de ces dernières ;
- des déchets ménagers y compris après broyage dans une installation individuelle, collective ou industrielle ;
- tous effluents réservés à l'amendement agricole (lisier, purin ...) ;
- des hydrocarbures (essence, fioul, huile ...), dérivés chlorés et solvants organiques ;
- des produits toxiques et notamment des liquides corrosifs (acides, cyanures, sulfures ...) ;
- les peintures et restes de désherbants utilisés pour le jardinage ;
- des produits radioactifs ;
- tous déversements qui, par leur quantité ou leur température, soient susceptibles de porter l'eau des réseaux publics de collecte à une température supérieure à 30° C ;
- tous déversements dont le pH est inférieur à 5,5 ou supérieur à 8,5 ;
- des graisses, sang ou poils en quantités telles que ces matières puissent provoquer des obstructions dans les branchements ou les collecteurs, des produits susceptibles d'encrassement (boues, sables, gravats, cendres, cellulose, colles, goudrons ...) ;
- tous déversements susceptibles de modifier la couleur du milieu récepteur ;
- d'une manière générale, directement ou par l'intermédiaire de canalisations d'immeubles, toute matière solide (lingette par exemple), liquide ou gazeuse susceptible d'être la cause, soit d'un danger pour le personnel d'exploitation ou pour les habitants des immeubles raccordés au système de collecte, soit d'une dégradation des ouvrages d'assainissement de collecte et de traitement, soit d'une gêne dans leur fonctionnement, en particulier vis à vis des conditions de bon écoulement.

Les effluents ne doivent pas contenir :

- des produits susceptibles de dégager, directement ou indirectement après mélange avec d'autres effluents, des gaz ou vapeurs toxiques ou inflammables ;
- des substances nuisant au bon fonctionnement du système de traitement, notamment les matières susceptibles d'entraîner la destruction de la vie bactérienne des usines d'épuration, et nuisant à la dévolution finale des boues produites susceptibles d'être valorisées ;
- des substances susceptibles d'entraîner la destruction de la vie aquatique sous toutes ses formes à l'aval des points de déversements des collecteurs publics dans le milieu naturel ;
- des rejets autres que domestiques non autorisés.

Aux interdictions listées ci-dessus s'ajoute conformément à l'article R.1331-2 du Code de la Santé Publique l'interdiction de rejeter dans le réseau d'eaux usées :

- les eaux de sources ou les eaux souterraines y compris lorsqu'elles ont été utilisées dans des installations de traitement thermique ou des installations de climatisation (pompe à chaleur...);
- les eaux de vidange des bassins de natation.

L'exploitant peut vérifier chez tout usager du service et à toute époque, la conformité des installations et effectuer tout prélèvement de contrôle qu'il estimerait utile pour le bon fonctionnement du réseau et notamment des prélèvements ou vérification de la conformité du branchement en partie privative. Si les résultats de ces contrôles ne sont pas conformes les frais de contrôle et d'analyse occasionnés seront à la charge de l'usager. Si les rejets ne sont pas conformes aux critères définis dans le présent règlement, l'usager s'expose aux sanctions définies au chapitre VII.

## CHAPITRE II LES EAUX DOMESTIQUES

### ARTICLE 8 DÉFINITION DES EAUX USÉES DOMESTIQUES

Conformément à l'article R.214-5 du Code de l'Environnement, les eaux domestiques correspondent aux prélèvements et aux rejets destinés exclusivement à la satisfaction des besoins des personnes physiques propriétaires ou locataires des installations et de ceux des personnes résidant habituellement sous leur toit, dans les limites des quantités d'eau nécessaires à l'alimentation humaine, aux soins d'hygiène, au lavage et aux productions végétales ou animales réservées à la consommation familiale de ces personnes.

En tout état de cause et sous réserve du respect des prescriptions de l'article 7, est assimilé à un usage domestique de l'eau tout prélèvement inférieur ou égal à 1 000 m<sup>3</sup> d'eau par an, qu'il soit effectué par une personne physique ou une personne morale et qu'il le soit au moyen d'une seule installation ou de plusieurs, ainsi que tout rejet d'eaux usées domestiques dont la charge brute de pollution organique est inférieure ou égale à 1,2 kg de DBO<sub>5</sub>.

Quels que soient la charge et le volume, on entend par eaux usées domestiques :

- les eaux vannes (WC) ;
- les eaux ménagères (lessives, alimentation, hygiène des personnes et des locaux).

### ARTICLE 9 CARACTÈRE OBLIGATOIRE DU RACCORDEMENT

Comme le prescrit l'article L.1331-1 du Code de la Santé Publique, tous les immeubles qui ont accès aux égouts disposés pour recevoir les eaux usées domestiques et établis sous la voie publique, soit directement, soit par l'intermédiaire de voies privées ou de servitudes de passage, doivent obligatoirement être raccordés à ce réseau dans un délai de deux ans à compter de la date de mise en service du réseau d'assainissement.

Conformément aux dispositions des articles L.1331-1 et L.1331-8 du Code de la Santé Publique, tant que le propriétaire ne s'est pas raccordé au réseau public d'assainissement, il est astreint au paiement d'une somme au moins équivalente à la

redevance d'assainissement qu'il aurait payée si son immeuble avait été raccordé au réseau. Cette somme peut être majorée dans la limite de 100 % par délibération du Conseil de la Communauté de l'Agglomération Rouennaise.

Toutefois, conformément à l'arrêté du 19 juillet 1960 complété par l'arrêté du 28 février 1986, peuvent être exonérés de cette obligation, sur autorisation expresse du Maire :

- les immeubles faisant l'objet d'une interdiction définitive d'habiter.
- les immeubles déclarés insalubres, et dont l'acquisition, au besoin par voie d'expropriation, a été déclarée d'utilité publique.
- les immeubles frappés d'un arrêté de péril prescrivant leur démolition.
- les immeubles dont la démolition doit être entreprise en exécution des plans d'urbanisme définissant les modalités d'aménagement de secteurs à rénover.
- les immeubles difficilement raccordables\*, dès lors qu'ils sont équipés d'une installation d'assainissement non collective recevant l'ensemble des eaux usées domestiques et conforme à la réglementation en vigueur.

*\* Notion d'immeubles difficilement raccordables  
Il s'agit des immeubles pour lesquels, d'une part, la date de construction est antérieure à celle de la mise en service du réseau public de collecte et, d'autre part, le raccordement n'est techniquement pas réalisable dans les conditions habituelles.*

*La difficulté du raccordement est examinée en comparant le coût des travaux de raccordement à ceux d'une installation d'assainissement non collectif. Sont considérées comme difficilement raccordables, les propriétés pour lesquelles le montant du raccordement dépasse le coût d'une installation d'assainissement non collectif.*

Les immeubles qui sont édifiés postérieurement à l'exécution des canalisations doivent y être raccordés avant que l'immeuble soit livré à l'habitation.

### ARTICLE 10 DEMANDE DE RACCORDEMENT

Tout raccordement doit faire l'objet d'une demande adressée à l'exploitant. Cette demande, formulée selon le modèle ci-annexé, doit être signée par le propriétaire ou son mandataire. Elle comporte élection de domicile attributif de juridiction sur le territoire exploité. Elle est établie en deux exemplaires dont l'un est conservé par l'exploitant et l'autre par l'usager.

Afin de permettre l'instruction de la demande par l'exploitant, elle doit être accompagnée d'un plan masse de la propriété sur lequel sont indiqués de façon précise la position souhaitée de la sortie du ou des collecteurs intérieurs ainsi que leurs diamètres, cotée en altitude et en plan par rapport aux limites séparatives.

### ARTICLE 11 RÉALISATION DES BRANCHEMENTS

Conformément à l'article L.1331-2 du Code de la Santé Publique, l'exploitant exécute ou peut faire exécuter d'office les branchements de tous les immeubles riverains (les ouvrages correspondants sont définis à l'article 5).

Pour les immeubles édifiés postérieurement à la mise en service du réseau d'assainissement, l'exploitant, à la demande des propriétaires, exécute ou peut faire exécuter les branchements.

### ARTICLE 12 CARACTÉRISTIQUES TECHNIQUES DES BRANCHEMENTS

Le branchement des immeubles, partie comprise entre l'égout public et la limite du domaine privé, est constitué par une canalisation de diamètre intérieur supérieur ou égal à 150 mm.

Une boîte de branchement ou citerneau de dimensions intérieures 40x40 minimum située au plus près de la limite du domaine privé permet le raccordement de l'immeuble. Les branchements doivent être réalisés conformément aux prescriptions techniques en vigueur.

### ARTICLE 13 NOMBRE DE BRANCHEMENTS PAR IMMEUBLE

Tout immeuble bâti ayant accès au réseau public doit être pourvu d'au moins un branchement particulier. Tout propriétaire peut solliciter la mise en place de plusieurs branchements ; dans ce cas, il est facturé autant de participations aux frais d'établissement de branchements qu'il y a de branchements.

### ARTICLE 14 REMBOURSEMENT DES FRAIS D'ÉTABLISSEMENT DU BRANCHEMENT

Conformément aux dispositions de l'article L.1331-2 du Code de la Santé Publique, les travaux d'établissement du branchement réalisés par l'exploitant donnent lieu à remboursement selon les modalités suivantes :

- pour les immeubles construits ou modifiés postérieurement à la mise en service du réseau d'assainissement, le propriétaire remboursera à l'exploitant la totalité des frais d'établissement du branchement.
- lorsque les branchements sont exécutés d'office dans le cadre de travaux d'extension de réseau, aucune participation n'est due par les propriétaires des immeubles à raccorder.

### ARTICLE 15 RECouvreMENT DES FRAIS D'ÉTABLISSEMENT DU BRANCHEMENT

Les sommes dues par les propriétaires sont recouvrées comme en matière d'impôts (article L.1331-9 du Code de la Santé Publique). La mise en recouvrement est assurée par l'exploitant en un versement exigible dès l'autorisation de raccordement.

### ARTICLE 16 SURVEILLANCE, ENTRETIEN, RÉPARATION, RENOUVELLEMENT DES BRANCHEMENTS SITUÉS SOUS LE DOMAINE PUBLIC

La surveillance, l'entretien, les réparations et le renouvellement de tout ou partie des branchements situés sous le domaine public sont à la charge de l'exploitant. A contrario, la partie privative du branchement reste sous la responsabilité du propriétaire de l'immeuble. Il incombe à l'usager de prévenir immédiatement l'exploitant de toute obstruction, de toute fuite ou de toute anomalie qu'il constaterait sur le branchement de son habitation.

Dans tous les cas où il est reconnu par l'exploitant, habilité à cet effet, que les dommages sont dus à la négligence, à l'imprudence ou à la malveillance d'un usager, les interventions du service pour entretien ou réparations, sont à la charge du responsable de ces dégâts sans préjudice des sanctions prévues au chapitre VII du présent règlement.

## ARTICLE 17 CONDITIONS DE SUPPRESSION DES BRANCHEMENTS

La suppression ou la transformation des branchements doit être réalisée obligatoirement par l'exploitant. Lorsque la démolition y compris accidentelle ou sur décision administrative ou la transformation d'un immeuble entraîne la suppression d'un branchement ou sa modification, les frais correspondants sont mis à la charge du propriétaire de l'immeuble lors de la démolition ou de la modification.

## ARTICLE 18 REDEVANCE D'ASSAINISSEMENT

Les dépenses engagées par l'exploitant pour collecter et épurer les eaux usées sont équilibrées par le produit de la redevance pour service rendu à l'usager.

Le taux de la redevance d'assainissement communautaire, assis sur le nombre de mètres cube d'eau prélevés sur le réseau public de distribution d'eau potable ou prélevés directement dans le milieu naturel, est fixé à chaque exercice par le Conseil de la Communauté de l'Agglomération Rouennaise.

Lorsqu'une personne est tenue de se raccorder au réseau d'assainissement et s'alimente en eau, totalement ou partiellement, à une source qui ne relève pas d'un service public, elle doit faire une déclaration d'usage en mairie qui comportera au minimum les deux éléments suivants : l'identification du bâtiment concerné et l'évaluation des volumes utilisés à l'intérieur des bâtiments. Une copie de cette déclaration doit être adressée à la Direction de l'Assainissement.

L'assiette de la redevance d'assainissement est calculée au moyen d'un dispositif de comptage, posé et entretenu aux frais de l'usager, et dont les relevés sont transmis annuellement avant le 30 octobre, à l'exploitant.

A défaut d'un dispositif de comptage, un forfait de consommation annuelle d'eau est fixé à 50 m<sup>3</sup> par personne composant le foyer. Dans le cas d'une alimentation partielle sur le réseau public de distribution de l'eau, un abattement de 50 % est appliqué à ces forfaits.

Des abattements peuvent être consentis sur la redevance, dans le cas de fuite après compteur sous réserve que cette fuite n'ait pas entraîné de rejet d'eaux dans le réseau d'assainissement. La demande doit être formulée auprès du gestionnaire du service public de l'eau potable, au plus tard un mois après l'émission de la facture litigieuse et sur présentation d'une facture acquittée de réparation de la fuite. Cette exonération ne peut porter sur une période supérieure à douze mois. La facturation de l'assainissement durant la période de la fuite d'eau potable est établie à partir de la moyenne des consommations d'eau des 3 dernières années précédant la date de la découverte de la fuite.

Les volumes d'eau utilisés pour l'irrigation et l'arrosage des jardins, ou pour tout autre usage ne générant pas une eau usée pouvant être rejetée dans le système d'assainissement, dès lors qu'ils proviennent de branchements spécifiques, n'entrent pas en compte dans le calcul de la redevance d'assainissement.

## ARTICLE 19 PARTICIPATION POUR RACCORDEMENT À L'ÉGOUT DÛE PAR LES PROPRIÉTAIRES DES IMMEUBLES NEUFS OU RÉNOVÉS (ÉCONOMIE DE FOSSE)

### 19.1 PRINCIPE

Conformément à l'article L.1331-7 du Code de la Santé Publique, les propriétaires des immeubles édifiés postérieurement à la mise en service du réseau public de collecte auquel ces immeubles doivent être raccordés sont astreints par la Communauté d'Agglomération Rouennaise, pour tenir compte de l'économie réalisée par eux en évitant une installation d'évacuation ou d'épuration individuelle réglementaire, à verser une participation s'élevant au maximum à 80 % du coût de fourniture et de pose d'une telle installation.

Lorsqu'un immeuble est déjà raccordé, cette participation est due lorsque l'immeuble fait l'objet d'une autorisation d'urbanisme portant notamment sur son extension, son changement de destination ou sa reconstruction après destruction.

### 19.2 DATE DE RÉFÉRENCE DU CALCUL DE LA PARTICIPATION

Le montant de la participation est calculé sur la base du barème en vigueur à la date de l'arrêt d'autorisation de la construction ou du groupe de constructions.

Si contrairement à l'article 10, la demande de raccordement n'a pas été produite par le propriétaire ou son mandataire avant le raccordement effectif de la construction au réseau, la participation est calculée sur la base du barème en vigueur à la date de l'autorisation du raccordement majorée d'une pénalité de 50 %.

### 19.3 MODE DE CALCUL DE LA PARTICIPATION

Le taux de cette participation pour toute opération créatrice de SHON (surface hors œuvre nette) est déterminé par délibération du conseil communautaire. Cette participation pour raccordement au réseau public de collecte ne se substitue pas au paiement des frais d'établissement des raccordements prévus au chapitre II du présent règlement.

A titre exceptionnel, pour les constructions difficilement raccordables, telles que définies à l'article 9, et dont le coût de la partie publique du branchement excède le coût d'une installation d'assainissement non collectif conforme à la réglementation, une exonération de la participation pour raccordement au réseau public de collecte peut être consentie.

En fonction de l'usage du bâtiment concerné, un coefficient sera appliqué :

- coefficient 1 : habitat individuel
- coefficient 0.5 : logements collectifs (1), hébergement hôtelier, bureau, commerce, artisanat, industrie et services publics ou d'intérêt collectif,
- coefficient 0.3 : construction à fonction d'entrepôt et exploitation agricole ou forestière (1) y compris immeubles à usage de pavillon comprenant au moins quatre unités accolées.

En cas d'activités multiples, le coefficient appliqué sera celui correspondant à la SHON réservée à l'activité principale.

Dans le cas de l'extension d'une habitation déjà raccordée au réseau public d'assainissement, l'assiette de calcul de la participation est la SHON créée déclarée déduction faite d'un abattement forfaitaire de 20 m<sup>2</sup>. Si l'extension se limite à la création d'une véranda, elle est alors exonérée de toute participation.

Dans le cas d'une reconstruction après démolition, la SHON prise en compte correspond à la totalité de la nouvelle surface créée.

### 19.4 RECOUVREMENT DES PARTICIPATIONS

Les sommes dues par les bénéficiaires de l'autorisation au titre de cette participation sont recouvrées comme en matière de contribution directe. La mise en recouvrement est assurée par l'exploitant en un versement exigible dès l'autorisation de raccordement.

## CHAPITRE III LES EAUX PLUVIALES

### ARTICLE 20 DÉFINITION DES EAUX PLUVIALES

Les eaux pluviales sont celles qui proviennent des précipitations atmosphériques et qui ruissellent vers un réseau de collecte ou un exutoire au milieu naturel. Sont assimilées à ces eaux, celles définies à l'article 4.1.2 du présent document, dans la mesure où leurs caractéristiques sont compatibles avec le milieu récepteur.

### ARTICLE 21 SÉPARATION DES EAUX PLUVIALES

La collecte et l'évacuation des eaux pluviales et autres eaux claires définies à l'article 4.1.2 sont assurées :

- soit par les réseaux pluviaux,
- soit par les réseaux unitaires,
- soit par les caniveaux de chaussée,

à l'exclusion formelle des réseaux eaux usées dans les secteurs desservis par des réseaux séparatifs. Le non-respect de cette règle exposera l'usager aux sanctions définies au chapitre VII.

Quel que soit le type de réseau en domaine public, la séparation des eaux devra être assurée en domaine privé.

### ARTICLE 22 MODE DE GESTION DES EAUX PLUVIALES

L'imperméabilisation croissante des sols liée à la densification urbaine de la région rouennaise et l'augmentation des débits de pointe d'eaux pluviales qui en résulte, induisent des risques importants d'inondation lors des fortes pluies et de pollution des milieux naturels par les rejets des réseaux d'assainissement. Afin d'atténuer ces risques, les eaux pluviales doivent être gérées prioritairement à l'échelle des parcelles privées et ne sont pas admises directement dans le réseau d'assainissement.

En cas d'impossibilité avérée pour l'infiltration locale des eaux, seul l'excès de ruissellement peut être rejeté au réseau public après qu'aient été mises en œuvre, sur la parcelle privée, toutes les solutions susceptibles de limiter les apports pluviaux et sous réserve que le réseau public de collecte ait la disponibilité requise.

Tout propriétaire désirant rejeter des eaux pluviales et autres eaux autorisées devra se rapprocher de l'exploitant afin de connaître leur mode de gestion.

Les aménagements d'ensemble doivent faire l'objet d'un traitement global sur l'ensemble du périmètre aménagé y compris les surfaces de voiries.

Dans le cas général, avant rejet, les eaux pluviales devront être régulées par des dispositifs adaptés (bâche de stockage/régulation, drains d'infiltration ou autres ...) et dimensionnés au minimum sur la base des événements pluviométriques vicennaux.

Un dimensionnement sur la base d'un évènement supérieur pourra être demandé en fonction de la configuration locale et en particulier des risques d'inondation. Ainsi, le pétitionnaire d'une opération individuelle ou groupée devra faire réaliser, par une société spécialisée, une étude de dimensionnement de ces dispositifs dans laquelle la perméabilité des sols sera prise en compte.

De plus, la construction des dispositifs particuliers de prétraitement tels que dessableurs ou déshuileurs notamment à l'exutoire des parcs de stationnement pourra être demandée par l'exploitant.

Le demandeur doit démontrer dans son dossier de demande de raccordement que la solution proposée répond à la contrainte de débit de rejet (dimensionnement, règles de l'art, capacité d'infiltration, ...), décrire le mode d'entretien de l'ouvrage et les possibilités de visite et de contrôle.

En présence d'un exutoire (réseau d'eau pluviale ou unitaire, rivière, talweg, ...) jouxtant la parcelle, seul le débit de fuite ou le trop plein des dispositifs de régulation pourra y être rejeté. En l'absence de schéma d'assainissement pluvial, il sera limité à 2 litres par seconde et par hectare aménagé. Dans le cas contraire, le débit de fuite rejeté au réseau devra être limité et étudié au regard des capacités hydrauliques de l'exutoire. Il sera soumis à l'autorisation de l'exploitant.

En l'absence d'exutoire, les eaux pluviales seront totalement infiltrées à la parcelle sans aucun ruissellement sur les propriétés voisines (privées ou publiques).

L'ensemble de ces prescriptions sera modifié ou précisé suite à l'adoption par le Conseil Communaire de l'Agglomération Rouennaise du zonage pluvial qui doit être défini en vertu de l'article L.2224-10 du Code Général des Collectivités Territoriales.

#### **ARTICLE 23 RACCORDEMENT AU RÉSEAU PUBLIC**

Si l'exploitant préconise la réalisation d'un branchement sur le réseau pluvial ou unitaire, les articles 10, 11, 12, 14, 15, 16 et 17, relatifs aux raccordements d'eaux usées, sont applicables pour les raccordements d'eaux pluviales et autres eaux dont le déversement est autorisé par le présent règlement (article 4.1.2).

Si elle n'a pas été fournie auparavant, la demande de raccordement doit comporter l'étude de dimensionnement visée à l'article 22 (indiquer notamment le débit maximum à évacuer, la pluie de référence et la surface imperméabilisée prises en compte dans le calcul).

Dans le cas d'une opération groupée, cette étude devra être réalisée par l'aménageur, et transmise pour validation à l'exploitant, préalablement à la viabilisation de la zone concernée. Elle devra se traduire dans le règlement de zone (ex. lotissement) par des prescriptions précises à l'attention des futurs acquéreurs. La non réalisation de cette étude sera un motif de non raccordement en eaux usées et en eaux pluviales au réseau public.

En outre, lors de la vidange de piscines (hors équipements privés de particuliers), de réservoirs ou de rejet d'eaux d'incendie, une autorisation devra être demandée au préalable à l'exploitant. Néanmoins, la vidange ne devra être réalisée qu'en temps sec. Les eaux de vidange de piscines ne seront rejetées qu'après neutralisation des excès éventuels de désinfectant.

#### **ARTICLE 24 CARACTÉRISTIQUES TECHNIQUES**

L'exploitant, en fonction du débit d'eaux pluviales à évacuer et de la capacité du réseau pluvial ou unitaire, ou éventuellement du caniveau de chaussée, impose la mise en place d'un ouvrage de rétention ou d'autres dispositions techniques permettant de respecter un débit de fuite prédéterminé vers les installations publiques d'évacuation.

L'exploitant peut également imposer à l'usager la construction de dispositifs particuliers de prétraitement tels que dessableurs ou déshuileurs notamment à l'exutoire des parcs de stationnement ou d'établissements susceptibles d'avoir des rejets souillés.

L'entretien, les réparations et le renouvellement de ces dispositifs sont à la charge de l'usager, sous le contrôle de l'exploitant.

#### **CHAPITRE IV LES EAUX USÉES NON DOMESTIQUES**

##### **ARTICLE 25 DÉFINITION DES EAUX USÉES NON DOMESTIQUES**

Sont classées dans les eaux usées non domestiques tous les rejets correspondant à une utilisation de l'eau autre que domestique définie dans l'article 8 provenant notamment d'activités professionnelles industrielles, commerciales et artisanales, ou de tout autre lieu y compris les maisons d'habitation abritant une activité professionnelle.

##### **ARTICLE 26 CONDITIONS DE RACCORDEMENT POUR LE REJET DES EAUX USÉES NON DOMESTIQUES**

Conformément à l'article L.1331-10 du Code de la Santé Publique, tout déversement d'eaux usées non domestiques doit être préalablement autorisé par le Maire de la commune où a lieu le déversement après avis de la collectivité. Ces déversements doivent être compatibles avec les conditions générales d'exploitation du système d'assainissement.

L'autorisation de déversement peut être instruite à la demande de l'usager ou à l'initiative de la collectivité ou de l'exploitant. L'autorisation prend la forme d'un arrêté d'autorisation qui détermine au minimum la durée de l'autorisation, les caractéristiques des eaux usées rejetées et les conditions de surveillance du déversement.

Sauf prescriptions différentes fixées par l'autorisation de déversement ou les conditions d'admissibilité des eaux usées non domestiques au réseau public d'assainissement figurant en annexe au présent règlement devront être respectées.

##### **ARTICLE 27 DEMANDE DE DÉVERSEMENT DES EAUX USÉES NON DOMESTIQUES**

Pour pouvoir se raccorder au réseau public d'assainissement, les personnes physiques ou morales concernées, doivent adresser, au Maire et copie à la collectivité, une demande de raccordement au réseau pour les rejets autres que domestiques. Cette demande de déversement se fait sur un imprimé spécial dont un modèle est annexé au présent règlement.

L'usager autorisé à déverser ses effluents autres que domestiques au réseau public de collecte

devra obligatoirement signaler à l'exploitant toute modification de nature à entraîner un changement notable dans les conditions et les caractéristiques des effluents (par exemple modifications de procédés ou d'activité). Cette modification peut nécessiter qu'une nouvelle demande d'autorisation soit effectuée.

##### **ARTICLE 28 CARACTÉRISTIQUES TECHNIQUES DU BRANCHEMENT**

Les usagers consommateurs d'eau à des fins non domestiques raccordés au réseau d'assainissement, doivent être pourvus, s'ils en sont requis par l'exploitant, de deux branchements distincts :

- un branchement eaux usées domestiques
- un branchement eaux usées non domestiques et éventuellement d'un branchement au réseau pluvial.

Chacun de ces branchements est pourvu d'un regard pour y effectuer des prélèvements, placé à la limite de la propriété sur le domaine public, facilement accessible aux agents de l'exploitant et à toute heure.

Un dispositif d'obturation permettant d'isoler le réseau public de celui de l'usager doit être placé sur le branchement des eaux usées non domestiques, sauf cas contraire autorisé par l'exploitant. Il doit être accessible à tout moment aux agents de l'exploitant.

Les rejets d'eaux usées domestiques et pluviales sont soumis aux règles techniques, administratives et financières définies respectivement aux chapitres II et III.

La partie publique des branchements est exécutée par l'exploitant aux frais de l'usager.

##### **ARTICLE 29 CONDITIONS FINANCIÈRES**

###### **29.1 REDEVANCE APPLICABLE AUX REJETS D'EAUX USÉES NON DOMESTIQUES**

Conformément à l'article R.2224-19-6 du Code des Collectivités Territoriales, tout déversement d'eaux usées autres que domestiques dans le réseau public d'assainissement donne lieu au paiement, par l'auteur du déversement d'une redevance assainissement.

Le taux de la redevance d'assainissement communautaire, est fixé à chaque exercice par le Conseil de la Communauté de l'Agglomération Rouennaise. La redevance d'assainissement est éventuellement corrigée en hausse ou en baisse pour tenir compte des charges particulières imposées notamment par le degré ou la forme des charges polluantes apportées.

Les modalités d'application de la redevance assainissement sont définies pour chaque usager dans l'annexe de l'arrêté d'autorisation de déversement, conformément aux dispositions figurant en annexe au présent règlement.

###### **29.2 RECOUVREMENT DES FRAIS D'ÉTABLISSEMENT DU BRANCHEMENT**

Les sommes dues par l'usager au titre de la réalisation de la partie publique du branchement sont recouvrées comme en matière d'impôts. (article L.1331-9 du Code de Santé Publique).

La mise en recouvrement est assurée par l'exploitant en un versement exigible dès l'arrêté d'autorisation de raccordement.

### 29.3 PARTICIPATION SPÉCIALE DES USAGERS

Si le rejet d'eaux usées non domestiques entraîne pour le réseau et / ou pour la station d'épuration des sujétions spéciales d'équipement ou d'exploitation, l'autorisation de déversement pourra être subordonnée à des participations financières aux frais de premier équipement, d'équipement complémentaire et d'exploitation, à la charge du bénéficiaire de l'autorisation de déversement, en application de l'article L.1331-10 du Code de la Santé Publique.

#### ARTICLE 30 PRÉLÈVEMENT ET CONTRÔLE DES EAUX USÉES NON DOMESTIQUES

Des prélèvements et contrôles pourront être effectués à tout moment par l'exploitant dans les regards de visite, afin de vérifier si les eaux non domestiques déversées dans le réseau public sont en permanence conformes aux prescriptions et correspondent aux conditions fixées par l'autorisation de déversement.

Conformément à l'article L.1331-11 du Code de la Santé Publique, les agents de l'exploitant ont accès aux propriétés privées pour assurer le contrôle des déversements d'eaux usées non domestiques.

Les analyses seront faites par un laboratoire agréé. Les frais ne seront supportés par l'utilisateur que si les résultats démontrent que les effluents ne sont pas conformes. Dans ce cas, l'utilisateur est tenu de prendre toutes les dispositions nécessaires notamment pour réduire la pollution de l'effluent rejeté ou isoler son réseau d'évacuation si le dépassement des valeurs d'admissibilité fait peser un risque sur le système d'assainissement.

Faute pour l'utilisateur d'avoir remédié à la situation dans un délai de 15 jours à compter de la mise en demeure par le Maire de la commune du lieu de déversement, l'exploitant mettra en œuvre, après avoir informé préalablement l'utilisateur, et la DREAL (Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement) en cas d'installations classées, les dispositions prévues par la mise en demeure, soit :

- de n'accepter dans le réseau public d'assainissement que la fraction des effluents correspondant aux conditions d'admissibilité ;
- de prendre toutes les dispositions de nature à mettre fin à l'incident ;
- de faire suspendre l'autorisation de déversement par le Maire.

En cas de danger imminent, le Maire autorise l'exploitant à procéder à la fermeture de la vanne ou d'obturer le branchement immédiatement. Une information est alors transmise par écrit à l'utilisateur, au Maire, et à la DREAL en cas d'installations classées.

#### ARTICLE 31 OBLIGATION D'ENTREtenir LES INSTALLATIONS DE PRÉTRAITEMENT

Les installations de prétraitement prévues par l'autorisation de déversement, doivent être en permanence maintenues en bon état de fonctionnement ; l'utilisateur doit pouvoir justifier à l'exploitant du bon état d'entretien de ces installations.

En particulier, les séparateurs à hydrocarbures, huiles et graisses, fécules et déboueurs devront être vidangés chaque fois que nécessaire et les justificatifs d'évacuation ou d'élimination correspondant tenus à disposition de l'exploitant.

L'utilisateur, en tout état de cause, demeure seul responsable de ces installations et du traitement des sous-produits conformément à la réglementation en vigueur.

#### ARTICLE 32 OBLIGATION D'INFORMATION

L'utilisateur s'engage à informer immédiatement l'exploitant :

- de tout dépassement des valeurs d'admissibilité de l'effluent ;
- de tout incident ou anomalie de nature à perturber le bon fonctionnement du système d'assainissement ;
- de toute modification du processus de production, du type de production, de la quantité de production susceptible d'avoir des conséquences sur l'effluent rejeté, l'exploitant se réserve alors le droit de demander auprès du Maire la révision de l'arrêté ;
- de toute modification de l'arrêté d'autorisation délivré au titre de la législation relative aux installations classées.

L'exploitant s'engage à :

- fournir à l'utilisateur, sur sa demande, les résultats du fonctionnement du système d'assainissement ;
- prévenir l'utilisateur de toute difficulté notable liée au fonctionnement du système d'assainissement.

#### ARTICLE 33 AUTRES PRESCRIPTIONS

Les prescriptions du présent règlement ne font pas obstacle au respect de l'ensemble de la réglementation existante et à venir concernant l'usage de l'eau et la prévention de la pollution. En particulier pour les Installations Classées pour la Protection de l'Environnement en application de la loi n° 76.663 du 19 juillet 1976, les rejets devront être conformes aux prescriptions imposées par les arrêtés préfectoraux. En tout état de cause, le recours à une sous-traitance ne modifie en rien les obligations de l'utilisateur. Dans le cas d'espèce, le raccordement ne limite pas l'obligation pour l'utilisateur de connaître et de maîtriser le flux de pollution déversé de son fait au milieu naturel.

### CHAPITRE V LES INSTALLATIONS SANITAIRES INTÉRIEURES

#### ARTICLE 34 DISPOSITIONS GÉNÉRALES SUR LES INSTALLATIONS SANITAIRES INTÉRIEURES

Le Règlement Sanitaire Départemental publié au Recueil des Actes Administratifs du Département de la Seine-Maritime est applicable, et notamment les dispositions de son titre II.

#### ARTICLE 35 RACCORDEMENT ENTRE DOMAINE PUBLIC ET DOMAINE PRIVÉ

Les raccordements des canalisations privées sur la ou les boîtes de branchement sont à la charge exclusive du propriétaire. Ils doivent notamment respecter les dispositions du titre I chapitre I pour les catégories d'eau admises dans le réseau public d'assainissement. Les travaux devront être réalisés conformément aux règles de l'art (pente - diamètre des canalisations - étanchéité).

Les canalisations et ouvrages de raccordement doivent être parfaitement étanches.

#### ARTICLE 36 SUPPRESSION DES ANCIENNES INSTALLATIONS, ANCIENNES FOSSES, ANCIENS CABINETS D'AISANCE

Dès l'établissement du branchement, les fosses et autres installations de même nature sont mises hors d'état de servir ou de créer des nuisances à venir, par les soins et aux frais du propriétaire.

Conformément aux dispositions de l'article L.1331-6 du Code de la Santé Publique, en cas de défaillance, la commune, agissant alors aux frais et risques de ce dernier.

Si l'enlèvement de ces fosses n'est pas possible ou difficilement réalisable, l'installation doit, avant sa condamnation, être vidangée, nettoyée, désinfectée et murée hermétiquement aux deux extrémités, les puisards comblés avec du gravier sablonneux.

#### ARTICLE 37 ÉTANCHÉITÉ DES INSTALLATIONS ET PROTECTION CONTRE LE REFLUX DES EAUX

Conformément aux dispositions du Règlement Sanitaire Départemental, pour éviter le reflux des eaux usées et pluviales des réseaux publics dans les caves, sous-sols et cours, lors de leur élévation exceptionnelle jusqu'au niveau de la chaussée, les canalisations intérieures, et notamment leurs joints, sont établies de manière à résister à la pression correspondante au niveau fixé ci-dessus.

De même, tous orifices sur ces canalisations ou sur les appareils reliés à ces canalisations, situés à un niveau inférieur à celui de la voie vers laquelle se fait l'évacuation, doivent être normalement obturés par un tampon étanche résistant à ladite pression.

Enfin, tout appareil d'évacuation se trouvant à un niveau inférieur à celui de la chaussée dans laquelle se trouve l'égout public, doit être muni d'un dispositif anti-refoulement contre le reflux des eaux usées et pluviales (cf. schémas des différents types d'installations en annexe).

Les frais d'installation, l'entretien et les réparations sont à la charge totale du propriétaire.

#### ARTICLE 38 POSE DE SIPHONS

Tous les appareils raccordés doivent être munis de siphons conformes à la normalisation en vigueur, empêchant la sortie des émanations provenant de l'égout et l'obstruction des conduites par l'introduction de corps solides.

#### ARTICLE 39 BROYEURS D'ÉVIERS

L'évacuation par les réseaux d'assainissement des ordures ménagères, même après broyage préalable, est interdite.

#### ARTICLE 40 COLONNES DE CHUTE D'EAUX USÉES

Toutes les colonnes de chutes d'eaux usées, à l'intérieur des bâtiments, doivent être posées verticalement et munies de tuyaux d'évent prolongés au-dessus des parties les plus élevées de la construction. Les colonnes de chutes doivent être totalement indépendantes des canalisations d'eaux pluviales.

Ces dispositifs doivent être conformes aux dispositions visées par l'article 34 précité, relatives à la ventilation des égouts lorsque sont installés des dispositifs d'entrée d'air.

#### ARTICLE 41

##### DESCENTE DE GOUTTIÈRES

Les descentes de gouttières doivent être complètement indépendantes et ne doivent servir en aucun cas à l'évacuation des eaux usées.

#### ARTICLE 42

##### INDÉPENDANCE DU RÉSEAU INTÉRIEUR DES EAUX

Il est interdit tout raccordement direct entre les conduites d'eau potable et les canalisations d'eaux usées. Il est de même interdit tous les dispositifs susceptibles de laisser les eaux usées pénétrer dans la conduite d'eau potable, soit par aspiration due à une dépression accidentelle, soit par un refoulement dû à une surpression créée dans la canalisation d'évacuation.

#### ARTICLE 43

##### CONFORMITÉ DES INSTALLATIONS INTÉRIÈRES

Conformément à l'article L. 1331-4 du Code de la Santé Publique, l'exploitant se réserve le droit de contrôler à tout moment la qualité d'exécution et éventuellement le maintien en bon fonctionnement des installations intérieures. Les agents de l'exploitant ont accès aux propriétés privées pour réaliser les contrôles de conformité.

En cas d'obstacle mis à l'accomplissement des missions de contrôle, l'occupant est astreint au paiement d'une sanction financière similaire à celle prévue dans l'article 9.

Dans le cas où des défauts sont constatés, le propriétaire sera mis en demeure d'y remédier sans délai et à ses frais.

Conformément aux dispositions de l'article L.1331-6 du Code de la Santé Publique, la commune peut, après mise en demeure, procéder d'office et aux frais de l'intéressé aux travaux indispensables.

## CHAPITRE VI

### CONTRÔLE DES LOTISSEMENTS OU RÉSEAUX PRIVÉS

#### ARTICLE 44

##### DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Les articles 1 à 43 inclus du présent règlement sont applicables aux réseaux d'évacuation des eaux des lotissements ou réseaux privés.

Les articles 45 et 46 ci-dessous se réfèrent aux fascicules 70 et 71 du Cahier des Clauses Techniques Générales applicables aux marchés de travaux publics. Ils ne font qu'en préciser un certain nombre de points laissés à l'initiative du Maître d'Ouvrage. Des prescriptions spécifiques, relatives à ces réseaux, sont fixées par l'exploitant dans une note remise aux aménageurs qui doivent s'y conformer.

#### ARTICLE 45

##### CONTRÔLE DES RÉSEAUX ET INSTALLATIONS

Le contrôle par l'exploitant s'exercera à trois niveaux (articles 45.1 à 45.3).

#### 45.1 CONTRÔLES AU STADE DU PROJET

Le Maître d'Ouvrage remettra à l'exploitant un dossier comprenant :

- les plans,
- le descriptif des ouvrages qu'il se propose de réaliser ainsi que les notes de calculs justifiant du dimensionnement des ouvrages (canalisations, postes de refoulement (\*), noues, fossés, bassins, digue, dispositif d'infiltration, ...)
- le dossier Loi sur l'eau le cas échéant.

(\* ) Les courbes de fonctionnement des pompes en solo et en parallèle sont à fournir de manière à vérifier que les conditions débit / hauteur / vitesse sont bien respectées.

Le dossier projet complet devra être transmis pour validation à l'exploitant avant lancement de la consultation pour choisir l'entreprise. L'exploitant pourra alors demander au Maître d'Ouvrage des modifications propres à rendre les ouvrages conformes à ses prescriptions et le cas échéant à les rendre utilisables pour le raccordement d'immeubles présents ou futurs situés à proximité du réseau.

#### 45.2 CONTRÔLES PENDANT L'EXÉCUTION DES TRAVAUX

L'exploitant sera tenu informé par le Maître d'Ouvrage de l'avancement du chantier et des réunions de chantier auxquelles elle pourra assister ou se faire représenter et formuler les observations qu'elle jugera utiles. En particulier, le pétitionnaire devra informer, par écrit, l'exploitant, de l'ouverture du chantier au moins 15 jours à l'avance.

L'exploitant sera convoqué à la réunion de fin de chantier. A la convocation, envoyée 15 jours avant, devront être joints, s'ils n'ont pas été communiqués auparavant :

- les PV des essais et contrôles réalisés sur les ouvrages exécutés (essais d'étanchéité des canalisations, bâches, contrôle de compactage des tranchées, essais de compactage de la digue, ...). Les essais relatifs à la pose des canalisations seront réalisés conformément à l'article 7 de l'arrêté du 22/06/07.

Cette réunion de fin de chantier fera l'objet d'un compte rendu communiqué par le maître d'ouvrage aux différents intervenants et notamment à l'exploitant. L'aménagement sera réputé conforme si :

- les prescriptions énoncées par la collectivité au permis d'aménager et tout au long du suivi du projet ont été respectées,
- les essais et contrôles réalisés sont conformes.

Au final, l'autorisation de raccordement au réseau d'assainissement public sera accordée si :

- les éventuelles réserves émises lors de la réunion de fin de chantier ont été levées.
- les plans de récotelement (en X, Y et Z) des réseaux (gravitaires et refoulement) et ouvrages ont été communiqués.

#### 45.3 CONTRÔLES AFIN DE PROCÉDER, LE CAS ÉCHÉANT, AU TRANSFERT DANS LE DOMAINE PUBLIC

Le Maître d'Ouvrage devra remettre à la collectivité les documents suivants en plus de ceux déjà demandés en phase projet et exécution :

- les conventions de servitude, s'il y a passage en domaine privé ;
- le Dossier des Ouvrages Exécutés : les plans des ouvrages exécutés, les descriptifs des ouvrages annexes, les notes de

dimensionnement, le consuel pour les postes de refoulement, ainsi qu'un certificat de conformité avec la législation du travail et les règlements en vigueur en matière d'hygiène et de sécurité, tant en ce qui concerne l'ouvrage lui-même que les divers appareillages et équipements, et un procès-verbal d'épreuve de mise en service délivrés par un ou des organisme(s) agréé(s) ;

- le Dossier des Interventions Ultérieures sur les ouvrages ;
- le certificat de curage du réseau s'il a été demandé par la collectivité ;
- la collectivité se réserve le droit de faire ses propres contrôles préalablement au transfert ; en particulier une inspection télévisuelle. Dans le cas où des désordres seraient constatés par la Collectivité, la mise en conformité sera effectuée à la charge du Maître d'Ouvrage ou de ses ayants cause (acquéreurs, copropriétaires) ;
- dans le cas de la réalisation d'une digue, les documents transmis devront être conforme à l'arrêté du 29/02/08 fixant les prescriptions relatives à la sécurité des ouvrages hydrauliques (études préalables, de dimensionnement et de stabilité de l'ouvrage, plan côté et coupes de l'ouvrage, consignes de surveillance, registre d'exploitation de l'ouvrage, ...).

Le transfert dans le domaine public ne pourra être envisagé qu'après construction de la dernière habitation et si :

- l'ensemble des réserves éventuelles a été levé,
- l'autorisation de raccordement a été accordée,
- l'ensemble des documents demandés a été communiqué,
- les contrôles réalisés le cas échéant par la collectivité préalablement au transfert n'ont pas révélé d'anomalies.

#### 45.4 IMPLANTATION DES OUVRAGES

Les ouvrages seront établis sous les voiries et espaces communs appelés à être classés dans le domaine public. En cas d'impossibilité technique de respecter cette disposition, des conventions pour autorisation de passage en terrain privé signées par les acquéreurs devront être remises à l'exploitant préalablement à toute reprise du réseau.

#### ARTICLE 46

##### COMPOSITION DES RÉSEAUX

Les réseaux seront du type séparatif ou unitaire selon la nature du réseau public récepteur. Ils se composent d'une canalisation principale et de ses ouvrages annexes (regards de visite, boîtes de branchement ...).

1) La pente de la canalisation principale sera supérieure ou égale à 6 mm/m. Pour le réseau séparatif eaux usées, elle aura un diamètre minimum de 200 mm, Au cas où le diamètre serait inférieur, ce choix sera soumis à l'agrément de l'exploitant.

2) L'espacement des regards de visite ne devra pas dépasser 50 m. Ils existeront obligatoirement à chaque changement de pente ou de direction de la canalisation principale. Les dimensions intérieures seront de 0,80 x 0,80 pour les regards carrés ou de 1 m de diamètre pour les regards circulaires. Ils seront recouverts de tampons de fermeture autobloquants non verrouillables en fonte de 60 cm minimum de diamètre d'ouverture utile et de résistance adaptée à la circulation générale.

3) Les boîtes de branchement de dimension intérieure 0,40 x 0,40 ou ø 300 pour les ouvrages circulaires seront installées en limite de propriété, sous les voiries et seront visitables. Il sera prévu une boîte par immeuble à construire et par réseau.

La fermeture en sera assurée par des tampons en fonte ou en acier. Pour des raisons d'encombrement de réseaux, les boîtes pourront être exceptionnellement de dimension 0,30 x 0,30 ou ø 300.

4) La canalisation de branchement entre la boîte de branchement et le réseau principal aura un diamètre de 150 mm minimum.

5) La liaison entre la canalisation de branchement et la canalisation principale se fera au niveau d'un regard de visite d'une manière générale. Les branchements sur les canalisations par des culottes de branchements pourront être autorisés sous réserve d'accès par des regards proches.

6) Le principe du refoulement des eaux usées ne pourra être retenu que lorsque toutes les solutions d'évacuation gravitaire se seront avérées difficiles, voire impossibles à réaliser.

Les postes de refoulement des eaux usées comprendront obligatoirement :

- une bache de 1,40 m de diamètre au moins, ou de section équivalente. Dans le cas de postes de petites taille, l'exploitant pourra accepter un diamètre inférieur ;
- une hauteur entre le fil d'eau de la canalisation d'arrivée et le fond de la bache qui permette un stockage de 3 heures sur le débit de pointe. Pour des postes de grande capacité, après accord de la l'exploitant, le dimensionnement pourra être basé sur 1 h au débit de pointe ;
- deux pompes dont l'une en secours automatique : le nombre de démarrage des pompes doit être de 10 par heure maximum ;
- un panier de dégrillage à maille de 40 mm
- des tampons de fermeture cadénassables équipés de systèmes anti-chute lourds en fonte ou sinon légers (inox ou aluminium) ;
- une armoire de commande étanche IP55 minimum composée d'un coffret polyester à double porte et d'un système de fermeture à clef ;
- un coffret de comptage EDF ;
- un accès au poste de refoulement pour camion cureur ou tout autre engin ;
- un trop plein vers un exutoire naturel ou le réseau pluvial ;
- une vanne d'isolement sur la canalisation d'arrivée manœuvrable de l'extérieur ;
- une potence avec système d'ancrage et réglage permettant la manoeuvre des équipements du poste ;
- une clôture du poste avec portail d'accès.

Un branchement d'eau potable sera installé si l'exploitant le juge nécessaire.

La canalisation de refoulement en aval de la robinetterie sera équipée d'un piquage avec vanne de fermeture et filetages afin de permettre la mise en place ultérieure d'un manomètre. Le débit de chacune des pompes devra respecter la une vitesse comprise entre 0,7 et 1,2 m/s. A l'intérieur du poste, ces canalisations seront en PEHD ou inox et pour les postes importants en acier galvanisé. Elles seront en fonte ou en PEHD à l'extérieur.

Entre le poste de pompage et la canalisation de refoulement, il sera prévu un regard annexe qui contiendra les clapets et les vannes d'isolement des pompes (un clapet et une vanne par pompe), un piquage avec vanne quart de tour sera mis en place en amont des clapets sur chacune des conduites de refoulement afin de pouvoir les purger. Les dimensionnements de ce regard devront permettre le démontage des équipements. La couverture du regard annexe sera identique à celle du poste.

Une vidange de la canalisation de refoulement dans la bache sera installée. Avant réception, une vérification par un organisme agréé, de la conformité des postes de refoulement avec la législation du travail, en matière d'hygiène et de sécurité (y compris vérification des appareillages électriques et de levage) devra être assurée.

7) Les bouches d'égouts devront être visitables, décantées et siphonnées (volume de décantation : minimum 500 litres). La canalisation permettant de connecter la bouche d'égout au système de collecte devra être d'un diamètre minimum de 300 mm. La capacité d'engouffrement des bouches sera adaptée à la surface drainée.

8) En cas de construction d'un dispositif de stockage et de régulation des eaux pluviales, la conception de l'ouvrage devra notamment intégrer les points suivants :

- la pente maximum des berges sera de 2 pour 1
- justifier le dimensionnement du bassin par une note de calcul
- assurer la stabilité des digues, suivant le mode constructif retenu et la nature du sol (fournir l'étude de sol, le cas échéant)
- prévoir les accès piétons et véhicules pour assurer l'entretien (espaces verts, curage, accès aux ouvrages de prétraitement, décantation, débit de fuite)
- prévoir la clôture de la parcelle, avec portail d'accès
- prévoir la pose d'un déboureur déshuileur en entrée (cf. chapitre III)
- prévoir un dispositif de régulation ou un vannage sur le débit de fuite.
- pour la sécurité de l'ouvrage de stockage, prévoir une surverse générale dimensionnée sur la base du débit de pointe centennial issue d'une pluie d'une durée égale au temps de concentration du bassin versant de l'ouvrage.

#### ARTICLE 47 RACCORDEMENT AU RÉSEAU PUBLIC

Le Maître d'Ouvrage devra demander par écrit à l'exploitant le raccordement au réseau public. L'exploitant se réserve la possibilité de le faire effectuer par une entreprise privée aux frais du Maître d'Ouvrage.

#### ARTICLE 48 PARTICIPATION DES MAÎTRES D'OUVRAGES PRIVÉS

Dans le cas où la création d'une zone d'aménagement ou d'un lotissement d'habitation ou industriel nécessite le renforcement des ouvrages existants destinés à recevoir les eaux usées ou les eaux pluviales ou si dans la construction de ces ouvrages il est tenu compte des apports supplémentaires d'effluents d'eaux usées et pluviales engendrées par la création future de la zone d'aménagement ou du lotissement, l'exploitant peut demander une participation financière au Maître d'Ouvrage de l'opération, suivant les modalités prévues au Code de l'Urbanisme.

#### ARTICLE 49 RACCORDEMENT DES IMMEUBLES

Tout raccordement au réseau public par l'intermédiaire du réseau privé collectif doit faire l'objet d'une demande d'autorisation à l'exploitant conformément au chapitre II et éventuellement du chapitre III du présent règlement.

Les propriétaires des immeubles édifiés ou en cours de construction à la date du raccordement

des installations intérieures de ceux-ci au réseau public ou privé sont redevables de la participation prévue à l'article 19 du présent règlement.

La rédaction de l'acte de vente ne pourra en aucun cas faire opposition à l'application de la présente règle. Toutefois, si l'arrêté d'autorisation du lotissement a fixé cette participation à la charge du lotisseur conformément aux articles L 332.6 et L.332.7 du Code de l'Urbanisme, elle ne pourra être exigée des constructeurs de lots.

## CHAPITRE VII CONTRÔLES, SANCTIONS ET MESURES DE SAUVEGARDE

### ARTICLE 50 CONTRÔLE

Les agents de l'exploitant sont chargés de veiller à l'exécution du présent règlement. Ils doivent porter à la connaissance du Président de la Communauté de l'Agglomération Rouennaise et des Maires chargés de la salubrité publique et de l'hygiène, les infractions au présent règlement.

Ces infractions peuvent donner lieu à une mise en demeure, à la réalisation d'office, aux frais de l'intéressé, des travaux nécessaires et éventuellement à des poursuites devant les tribunaux compétents.

Conformément à l'article L.1331-11 du Code de la Santé Publique, les agents de l'exploitant ont accès aux propriétés privées pour les missions de :

- contrôle des installations et ouvrages nécessaires à l'acheminement des eaux usées à la partie publique du branchement ;
- réalisation de travaux nécessaires ;
- contrôle de déversements d'eaux usées non domestiques.

En cas d'urgence, lorsque les rejets effectués sont de nature à constituer un danger immédiat, le branchement des eaux usées domestiques par lequel s'effectuent les rejets peut être obturé sur décision du Maire.

Pour les rejets d'eaux usées non domestiques, le Maire de la commune où a lieu le déversement peut faire procéder par l'exploitant à l'obturation du branchement d'un usager dont le déversement n'a pas été autorisé, une information est transmise par écrit à l'usager.

### ARTICLE 51 SANCTIONS

Conformément à l'article L.1331-11 du Code de la Santé Publique, en cas d'obstacle à l'accomplissement des missions énumérées dans l'article précédent, l'usager est astreint au paiement de la somme définie à l'article L.1331-8 dans les conditions prévues par cet article.

Conformément à l'article L.1337-2 du Code de la Santé Publique, le fait de déverser des eaux usées autres que domestiques dans le réseau public de collecte, sans autorisation ou en violation de cette autorisation est constitutif d'un délit et punissable d'une amende de 10 000 euros.

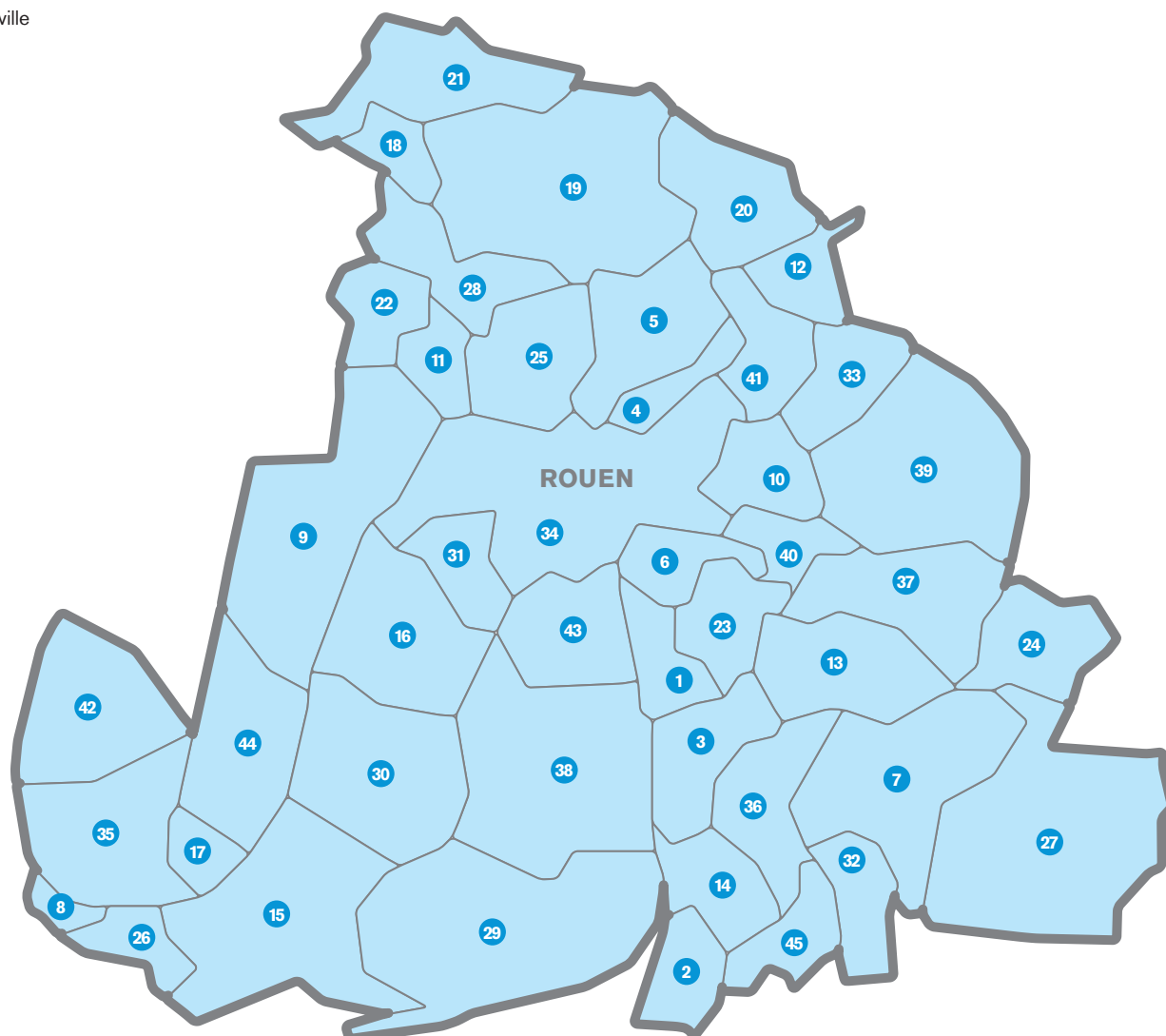
### ARTICLE 52 FRAIS D'INTERVENTION

Si les désordres dus à la négligence, à l'imprudence, à la maladresse ou à la malveillance d'un tiers ou d'un usager se produisent sur les ou-



**PÉRIMÈTRE DE LA  
COMMUNAUTÉ DE L'AGGLOMÉRATION  
ROUENNAISE**

- |                                       |                              |                               |
|---------------------------------------|------------------------------|-------------------------------|
| 1 Amfreville-la-Mivoie                | 21 Malaunay                  | 31 Le Petit-Quevilly          |
| 2 Les Authieux sur-le-Port-Saint-Ouen | 22 Maromme                   | 32 Quéville-la-Poterie        |
| 3 Belbeuf                             | 23 Le Mesnil-Esnard          | 33 Roncherolles-sur-le-Vivier |
| 4 Bihorel                             | 24 Montmain                  | 34 Rouen                      |
| 5 Bois-Guillaume                      | 25 Mont-Saint-Aignan         | 35 Sahurs                     |
| 6 Bonsecours                          | 26 Moulineaux                | 36 Saint-Aubin-Celloville     |
| 7 Boos                                | 27 La Neuville-Chant-d'Oisel | 37 Saint-Aubin-Epinay         |
| 8 La Bouille                          | 28 Notre-Dame-de-Bondeville  | 38 Saint-Etienne-du-Rouvray   |
| 9 Canteleu                            | 29 Oissel                    | 39 Saint-Jacques-sur-Darnétal |
| 10 Darnétal                           | 30 Petit-Couronne            | 40 Saint-Léger-du-Bourg-Denis |
| 11 Déville-lès-Rouen                  |                              | 41 Saint-Martin-du-Vivier     |
| 12 Fontaine-sous-Préaux               |                              | 42 Saint-Pierre-de-Manneville |
| 13 Franqueville-Saint-Pierre          |                              | 43 Sotteville-lès-Rouen       |
| 14 Gouy                               |                              | 44 Val-de-la-Haye             |
| 15 Grand-Couronne                     |                              | 45 Ymare                      |
| 16 Le Grand-Quevilly                  |                              |                               |
| 17 Hautot-sur-Seine                   |                              |                               |
| 18 Le Houlme                          |                              |                               |
| 19 Houppeville                        |                              |                               |
| 20 Isneauville                        |                              |                               |



## ANNEXE I REJETS D'EAUX NON DOMESTIQUES DÉFINIS AU CHAPITRE IV DU RÈGLEMENT D'ASSAINISSEMENT

### Conditions minimales d'admissibilité des eaux usées non domestiques

Ces valeurs s'imposent à des mesures, prélèvements et analyses moyens réalisés sur 24 heures en fonction du débit, à défaut en fonction du temps. Dans le cas de prélèvements instantanés, aucun résultat ne devra dépasser le double des valeurs indiquées.

Les eaux usées non domestiques devront :

- être neutralisées à un pH compris entre 5,5 et 8,5. A titre exceptionnel, lorsque la neutralisation est faite à l'aide de chaux, le pH pourra être compris entre 5,5 et 9,5 ;
- être ramenées à une température inférieure à 30°C ;
- ne pas contenir de composés cycliques hydroxylés, ni leurs dérivés halogénés ;
- être débarrassées des matières flottantes, déposables ou précipitables, susceptibles, directement ou indirectement, après mélange avec d'autres effluents, d'entraver le bon fonctionnement des ouvrages ou de développer des gaz nuisibles ou incommodant les égoutiers dans leur travail ;
- les valeurs limites de concentration imposées aux eaux usées non domestiques avant déversement dans le réseau public d'assainissement ne doivent pas dépasser :

Matières en suspension totales (MEST)	600 mg/l
Demande biochimique en oxygène (DBO5)	800 mg/l
Demande chimique en oxygène (DCO)	2 000 mg/l
DCO/DBO5	< 3
Azote global (exprimé en N)	150 mg/l
Phosphore total (exprimé en P)	50 mg/l
Graisses (MEH : Matières Extractibles à l'Hexane)	150 mg/l
Hydrocarbures totaux	5 mg/l

ne pas renfermer de substances capables :

- d'entraîner la destruction de la vie bactérienne de la station d'épuration ;
- d'entraîner la destruction de la vie aquatique sous toutes ses formes à l'aval des points de déversement des collecteurs publics dans les fleuves et cours d'eaux ;
- de nuire à la valorisation des sous-produits de l'assainissement.

### Neutralisation ou traitement préalable des eaux usées non domestiques

Doivent subir une neutralisation ou un traitement préalable avant leur rejet dans le réseau public, les eaux usées non domestiques contenant des substances susceptibles d'entraver, par leur nature ou leur concentration, le bon fonctionnement de la station d'épuration et notamment :

- des acides libres ;
- des matières à réaction fortement alcalines en quantités notables ;
- des poisons violents et notamment des dérivés de cyanogène ;
- des hydrocarbures, des huiles, des graisses et des féculés ;

- des gaz nocifs ou des matières qui, au contact de l'air dans les égouts, deviennent explosifs ;
- des matières dégagant des odeurs nauséabondes ;
- des eaux radioactives.

Conditions générales de concentrations en substances nocives pour l'admissibilité des eaux usées non domestiques

Ces valeurs s'imposent à des mesures, prélèvements et analyses moyens réalisés sur 24 heures en fonction du débit, à défaut en fonction du temps. Dans le cas de prélèvements instantanés, aucun résultat ne devra dépasser le double des valeurs indiquées.

La teneur des eaux usées non domestiques en substances nocives ne peut, en aucun cas, au moment de leur rejet dans le réseau public, dépasser pour les corps chimiques énumérés ci-après, les valeurs suivantes :

FER ET ALUMINIUM ou composés (en Fe + Al)	5 mg/l
MAGNÉSIE (en Mg(OH) <sub>2</sub> )	300 mg/l
CADMIUM et composés (en Cd)	3 mg/l
SULFATE (en SO <sub>4</sub> )	400 mg/l
CHROME et composés (en Cr)	2 mg/l trivalent 0,1 mg/l hexavalent
CUIVRE et composés (en Cu)	1 mg/l
COBALT (en Co)	2 mg/l
ZINC (en Zn)	2 mg/l
MERCURE (en Hg)	0,1 mg/l
NICKEL (en Ni)	0,5 mg/l
ARGENT (en Ag)	0,1 mg/l
PLOMB (en Pb)	0,1 mg/l
CHLORE LIBRE (en Cl <sub>2</sub> )	3 mg/l
ARSENIC et composés (en As)	1 mg/l
SULFURES (en S)	1 mg/l
CHROMATES (en CrO <sub>3</sub> )	2 mg/l
FLUORURE (en F)	10 mg/l
CYANURE (en CN)	0,1 mg/l
NITRITES (en NO <sub>2</sub> )	10 mg/l
INDICE PHENOL (en C <sub>6</sub> H <sub>5</sub> OH)	0,3 mg/l
TOTAL METAUX	15 mg/l *
COMPOSES ORGANO HALOGENES (en AOX ou EOX)	1 mg/l

\* Métaux : Arsenic, Cadmium, Chrome, Cuivre, Mercure, Nickel, Plomb, Zinc, Sélénium.

Cette liste ainsi que les concentrations limites d'admissibilité ne sont pas limitatives.

Ces effluents ne doivent pas contenir les substances visées par le décret n° 2005-378 du 20 avril 2005 relatif au programme national d'action contre la pollution des milieux aquatiques par certaines substances dangereuses, ni celles figurant à l'annexe V de l'arrêté du 22/06/2007 relatif à la collecte, au transport et au traitement des eaux usées dans des concentrations susceptibles de conduire à une concentration dans les boues issues du traitement ou dans le milieu récepteur supérieure à celles qui sont fixées réglementairement.

### Déversements interdits

De plus, il est formellement interdit de déverser dans le réseau des corps et matières solides, liquides ou gazeux, susceptibles par leur nature, de nuire au bon fonctionnement du réseau par corrosion ou obstruction, de mettre en danger le personnel chargé de son entretien.

Sont notamment interdits (en complément des dispositions de l'article 7) les rejets :

- de gaz inflammables ou toxiques
- de dérivés halogènes d'hydrocarbures ou d'acides et bases concentrées,
- de produits encrassants (boues, sables, gravats, cendres, cellulose, colles, goudrons, huiles, graisses, etc ...)
- d'ordures ménagères même après broyage,
- de substances susceptibles de colorer anormalement les eaux acheminées,
- des eaux usées non domestiques ne répondant pas aux conditions générales d'admissibilité prescrites aux articles qui précèdent,
- des déjections solides ou liquides d'origine animale, notamment le purin.

La liste de ces déversements interdits n'est qu'énonciative et non pas limitative.

## ANNEXE II REDEVANCE D'ASSAINISSEMENT DES ÉTABLISSEMENTS AYANT DES REJETS D'EAUX USÉES NON DOMESTIQUES RACCORDÉS AU RÉSEAU PUBLIC

### Définitions

Eaux usées domestiques :  
eaux ménagères et eaux vannes.

Eaux usées non domestiques (EUND) :  
toutes eaux rejetées dans le réseau public d'assainissement correspondant à un usage autre que domestique.

Eaux de process :  
eaux correspondant à un usage autre que domestique mais non rejetées au réseau en raison de leur intégration dans le produit fini.

Réseau séparé :  
réseau d'alimentation particulier doté soit d'un abonnement propre au service public de distribution, soit d'un forage particulier avec compteur.

f = taux des redevances assainissement applicables sur la commune lieu d'implantation de l'usager raccordé

k = coefficient de dégressivité fixé par l'agglomération en fonction du volume annuel rejeté

CP = coefficient de pollution fixé par l'agglomération.

### Coefficient de dégressivité k

Le coefficient de dégressivité k appliqué au volume annuel d'eau rejeté par l'établissement (VRI) est le suivant :

	2010	2011	2012	2013
Jusqu'à 6 000 m <sup>3</sup> par an	1	1	1	1
De 6 001 à 12 000 m <sup>3</sup> par an	0,8	0,8	0,8	0,8
De 12 001 à 24 000 m <sup>3</sup> par an	0,6	0,6	0,6	0,6
De 24 001 à 50 000 m <sup>3</sup> par an	0,5	0,5	0,5	0,5
De 50 001 à 100 000 m <sup>3</sup> par an	0,3	0,4	0,5	0,5
Au-delà de 100 000 m <sup>3</sup> par an	0,2	0,3	0,4	0,5

## Coefficient de pollution CP

Coefficient de « comparaison » entre la qualité de l'effluent non domestique et la qualité d'un effluent domestique moyen, il est calculé par application de la formule suivante :

$$CP = 0,6 + 0,4 P/Q$$

Dans laquelle :

- 0,6 est la part représentative du transport des effluents ;
- 0,4 est le niveau de prise en considération de la charge polluante apportée par l'utilisateur (P) par rapport à la charge moyenne déversée par un habitant de l'Agglomération (Q) ;
- P = MES + 4/3 DBO5 + 2/3 DCO + 1,6 MA (exprimé en mg/l) :

MES, DBO5, DCO, MA : les valeurs des différents paramètres de charges polluantes de l'utilisateur définies annuellement sur un échantillon non décanté (exprimé en mg/l).

MA : matières azotées représentant l'azote global exprimé en N rejeté par l'utilisateur.

Q = MES + 4/3 DBO5 + 2/3 DCO + 1,6 MA avec :

MES, DBO5, DCO, MA : les valeurs des différents paramètres de charges polluantes d'un habitant de l'agglomération rouennaise définies annuellement par la collectivité sur un échantillon non décanté (exprimé en mg/l). La valeur de Q est fixée à 1 470 mg/l, cette valeur est susceptible d'être modifiée par voie de délibération.

MA : matières azotées représentant l'azote global exprimé en N rejeté par un habitant de l'agglomération rouennaise.

Ce coefficient est  $\geq 1$ .

Les rejets dont le degré de pollution est inférieur à celui de l'effluent moyen domestique sont un problème pour le fonctionnement des systèmes d'assainissement et affaiblissent les rendements épuratoires ; ils ne bénéficient donc pas d'un abattement spécifique et il est fait application d'un coefficient de pollution égal à 1 pour ce type de rejet.

## Hypothèses et modalités de calcul

Les modalités d'application de la redevance d'assainissement des établissements ayant des rejets d'eaux usées non domestiques raccordés au réseau public d'assainissement sont décrites dans le tableau suivant.

*\* Part négligeable de rejet d'eaux domestiques  
Le volume rejeté domestique est inférieur ou égal à 5 % du volume total rejeté. En l'absence de mesure du volume rejeté domestique, celui-ci correspond au volume consommé pour des usages domestiques.*

		SITUATION DES RÉSEAUX D'ALIMENTATION DE L'USAGER	VOLUME CONSOMMÉ	VOLUME REJETÉ	REDEVANCE DUE
CAS 1	1a	Réseau eaux domestiques séparé	Indifférent	Indifférent	Redevance « abonné domestique » = f x volume consommé
	1b	Réseau eaux de process séparé	Indifférent	0 m <sup>3</sup> /an	Pas de redevance
	1c	Réseau eaux usées non domestiques séparé	< 6 000 m <sup>3</sup> /an	Indifférent	Redevance « abonné domestique » = f x volume consommé
	1d	Réseau eaux usées non domestiques séparé	> 6 000 m <sup>3</sup> /an	Indifférent	Redevance « EUND » = f x volume EUND x k x CP
CAS 2	2a	Réseau eaux domestiques séparé	Indifférent	Indifférent	Redevance « abonné domestique » = f x volume consommé
	2b	Réseau eaux usées non domestiques et de process unique	< 6 000 m <sup>3</sup> /an	Indifférent	Redevance « abonné domestique » = f x volume consommé
	2c	Réseau eaux usées non domestiques et de process unique	> 6 000 m <sup>3</sup> /an	< 6 000 m <sup>3</sup> /an	Redevance « EUND » = f x 6 000 x k x CP (avec k=1)
	2d	Réseau eaux usées non domestiques et de process unique	> 6 000 m <sup>3</sup> /an	> 6 000 m <sup>3</sup> /an	Redevance « EUND » = f x volume rejeté EUND x k x CP
CAS 3	3a	Réseau eaux de process séparé	Indifférent	0 m <sup>3</sup> /an	Pas de redevance
	3b	Réseau eaux domestiques et usées non domestiques unique	< 6 000 m <sup>3</sup> /an	Indifférent	Redevance « abonné domestique » = f x volume consommé
	3c	Réseau eaux domestiques et usées non domestiques unique	> 6 000 m <sup>3</sup> /an	< 6 000 m <sup>3</sup> /an	Redevance « EUND » = f x 6 000 x k x CP (avec k=1)
	3d	Réseau eaux domestiques et usées non domestiques unique	> 6 000 m <sup>3</sup> /an	> 6 000 m <sup>3</sup> /an avec une part de rejet d'eaux domestiques négligeable *	Redevance « EUND » = f x volume rejeté EUND x k x CP
	3e	Réseau eaux domestiques et usées non domestiques unique	> 6 000 m <sup>3</sup> /an	> 6 000 m <sup>3</sup> /an avec une part de rejet d'eaux domestiques importante	Redevance « EUND » = (f (volume rejeté EUND x k x CP)) + (f x volume rejeté domestique))
CAS 4	4a	Réseau eaux domestiques, usées non domestiques et de process unique	< 6 000 m <sup>3</sup> /an	Indifférent	Redevance « abonné domestique » = f x volume consommé
	4b	Réseau eaux domestiques, usées non domestiques et de process unique	> 6 000 m <sup>3</sup> /an	< 6 000 m <sup>3</sup> /an	Redevance « EUND » = f x 6 000 x k x CP (avec k=1)
	4c	Réseau eaux domestiques, usées non domestiques et de process unique	> 6 000 m <sup>3</sup> /an	> 6 000 m <sup>3</sup> /an avec une part de rejet d'eaux domestiques négligeable *	Redevance « EUND » = f x volume rejeté EUND x k x CP
	4d	Réseau eaux domestiques, usées non domestiques et de process unique	> 6 000 m <sup>3</sup> /an	> 6 000 m <sup>3</sup> /an avec une part de rejet d'eaux domestiques importante	Redevance « EUND » = (f (volume rejeté industriel x k x CP)) + (f x volume rejeté domestique))

**DEMANDE DE RACCORDEMENT  
AU RÉSEAU PUBLIC D'ASSAINISSEMENT**

**A adresser à la Communauté de l'Agglomération Rouennaise, Direction de l'Assainissement  
3 mois avant la date souhaité d'exécution du branchement**

Je soussigné (nom et prénom) .....

demeurant (adresse actuelle) .....

.....

.....

**demande l'autorisation de raccorder au réseau public d'assainissement les eaux usées  
de ma propriété située :**

Commune .....

N° ..... Rue .....

Lotissement ..... Parcelle n° .....

**Les eaux pluviales sont rejetées :**

- au réseau
- au milieu naturel
- en infiltration sur la parcelle
- en gargouille

**Renseignements concernant l'immeuble**

- Neuf N° du permis de construire .....
- Existant

**A usage d'habitation**

- Pavillon Nombre .....
- Collectif Nombre ..... Nombre d'appartements .....

**Autre usage**

- Bureaux, commerces, etc ... Précisez .....

Je reconnais avoir pris connaissance du règlement d'assainissement de la Communauté de l'Agglomération Rouennaise,  
et m'engage à en respecter les prescriptions techniques et financières et à rembourser les sommes auxquelles je pourrais être soumis  
(frais de branchement, taxe de raccordement à l'égout).

Fait à .....

Le ..... / ..... / .....

Signature

# DEMANDE DE DÉVERSEMENT DES EAUX USÉES NON DOMESTIQUES DANS LE RÉSEAU PUBLIC D'ASSAINISSEMENT

## IDENTITÉ DE L'ÉTABLISSEMENT

Raison sociale .....

Siège social .....

Nom et prénom du demandeur .....

Qualité .....

Activités de l'établissement .....

L'établissement a-t-il été soumis à déclaration ou autorisation d'installation classée ?  oui  non

Si oui, précisez :

les références du dossier .....

la date de déclaration ou d'autorisation ..... / ..... / .....

fournir une copie de l'arrêté

## NATURE DES EFFLUENTS

Les réseaux d'alimentation en eau intérieurs à l'établissement sont-ils séparés pour les types d'utilisation suivants :

Eaux usées domestiques  oui  non  sans objet

Eaux de process  oui  non  sans objet

Eaux usées non domestiques  oui  non  sans objet

Les réseaux d'eaux usées et d'eaux pluviales sont-ils strictement séparés ?  oui  non

L'établissement est-il équipé d'installations de prétraitement ?  oui  non

Si oui fournir plan, description, performances.

Nature des effluents à rejeter dans le réseau public d'assainissement eaux usées après prétraitement éventuel :

1) Eaux usées domestiques

Volume annuel consommé ..... m<sup>3</sup>/an

2) Eaux usées non domestiques

Débit annuel ..... m<sup>3</sup>/an

Débit moyen journalier ..... m<sup>3</sup>/jour

Débit de pointe ..... m<sup>3</sup>/heure

Nombre d'heures de rejet par jour ..... heures

pH .....

Température inférieure ou égale à ..... °C

MES inférieures ou égales à ..... mg/l

DBO5 inférieure ou égale à ..... mg/l

DCO inférieure ou égale à ..... mg/l

Rapport DCO / DBO = .....

Azote global (N) inférieur ou égal à ..... mg/l

Phosphore total (Pt) inférieur ou égal à ..... mg/l

Pour les corps chimiques :  
valeurs dépassant les teneurs énumérées  
dans la présente annexe au règlement  
d'assainissement et mesures de concentration  
des substances dangereuses susceptibles  
d'être présentes dans les rejets.

## Plans des réseaux intérieurs à l'établissement :

Doit être joint à la présente demande, un plan masse de l'établissement sur lequel devra figurer :

- la nature des activités par bâtiment ;
- les réseaux d'alimentation en eau de l'établissement avec éventuellement les points de comptage ;
- les réseaux d'eaux usées domestiques industrielles et les réseaux d'eaux pluviales intérieurs à l'établissement ;
- l'emplacement des ouvrages de prétraitement ;
- le positionnement en plan et en altimétrie du ou des raccordements au réseau public souhaités.

Je soussigné (nom et prénom) .....

- reconnais avoir pris connaissance du Règlement d'Assainissement de la Communauté de l'Agglomération Rouennaise,
- m'engage à respecter les prescriptions de ce Règlement,
- déclare exacts les renseignements formulés sur la présente demande.

Fait à .....

Lu et approuvé,

Le ..... / ..... / .....

Signature

LA COMMUNAUTÉ DE L'AGGLOMÉRATION  
ROUEN-ELBEUF-AUSTREBERTHE  
14 BIS AVENUE PASTEUR BP 589  
76006 ROUEN CEDEX 1  
TÉL. 02 35 52 68 10 - FAX 02 35 52 68 59

[www.la-crea.fr](http://www.la-crea.fr)